

Brésil/Au lendemain du rejet de sa requête Lula aux portes de la prison

AFP

Brasilia/Brésil

Voilà qui rebat les cartes d'une présidentielle présentée comme une des plus imprévisibles depuis des décennies.

LA Cour suprême du Brésil a tranché : avec le rejet hier de la demande d'habeas corpus de Lula, l'ex-président peut être incarcéré dans les prochains jours, une décision à forte portée politique dans un pays très polarisé.

L'arrestation imminente de celui qui était donné en tête des intentions de vote pour la présidentielle d'octobre rebat les cartes d'un scrutin présenté comme un des plus imprévisibles depuis des décennies.

En théorie, plus aucun obstacle ne sépare l'icône de la gauche de la prison, mais, selon de nombreux juristes, il ne devrait pas se retrouver derrière les barreaux avant la semaine prochaine, la date de mardi étant annoncée comme la plus probable.

Lula, 72 ans, devra purger une peine de 12 ans et un mois de prison pour avoir reçu un luxueux appartement en bord de mer de la part d'une entreprise de bâtiment en échange de faveurs dans l'obtention de marchés publics.

L'ex-président (2003-2010) nie farouchement, invoquant l'absence de preuves et dénonçant un complot visant à l'empê-



Photo : AFP

Coup dur pour l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva qui voit, avec la décision de la Cour suprême, se fermer devant lui les portes de la présidence et, au contraire, s'ouvrir celles de la prison.

cher de briguer un troisième mandat, huit ans après avoir quitté le pouvoir avec un taux de popularité record.

"Le peuple brésilien a le droit de voter pour Lula, le candidat de l'espoir. Sa candidature sera défendue dans les rues et dans toutes les instances, jusqu'aux dernières conséquences", a affirmé sur Twitter le Parti des Travailleurs, fondé par Lula dans les années 80, peu après l'annonce de la décision de la Cour suprême.

"La présomption d'innocence, ce droit fondamental (...), n'a pas prévalu aujourd'hui pour Lula. C'est un jour triste pour la démocratie et pour le Brésil", a déclaré la présidente de ce parti, Gleisi Hoffmann.

L'ex-président a également reçu le soutien du président vénézuélien Nicolas Maduro, qui a affirmé sur Twitter avoir ressenti "une

douleur à l'âme devant une telle injustice".

"COMBAT CONTRE L'IMPUNITÉ" • Retransmis en direct à la télévision, les débats de la Cour suprême ont débuté mercredi après-midi et se sont prolongés plus de 11 heures durant. À l'image du Brésil, les 11 juges se sont montrés profondément divisés et la demande d'habeas corpus de Lula a été rejetée par six voix contre cinq.

Bien que très serré, ce résultat est une victoire éclatante pour les procureurs de l'opération "Lavage-Express", enquête tentaculaire qui a mis au jour un gigantesque scandale de corruption impliquant des hommes politiques de tous bords.

Même s'il a été rattrapé par les affaires, Lula reste perçu comme "près du peuple" et dispose encore d'un réservoir de voix considérable, notamment dans les

régions pauvres du nord-est, dont il est originaire. Mais il est aussi détesté par toute une partie de la population, et de nombreuses voix se sont élevées pour saluer la décision de la Cour suprême.

Mardi soir, veille du jugement, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté dans les plus grandes villes du pays pour réclamer l'incarcération de Lula.

"L'ex-président n'est pas au-dessus de la loi. Une décision dans le sens contraire frustrerait la société et serait un retour en arrière dans le combat contre l'impunité", a affirmé le parti de centre-droit PSDB dans un communiqué.

Une autre prise de position, bien plus polémique, a défrayé la chronique. Le général Eduardo Villas-Boas, chef de l'armée brésilienne, avait publié mardi soir sur Twitter un message dans lequel il indique que les militaires "partagent le sentiment des Brésiliens qui répudient toute impunité".

Même si elle ne fait pas explicitement référence à Lula, cette publication laisse entendre une rare prise de position de l'armée, dans un pays qui vivait encore sous le joug de la dictature militaire (1964-1985) il y a une trentaine d'années.

Amnesty International a considéré que la déclaration du général était "un grave affront à l'indépendance des pouvoirs et une menace envers l'Etat démocratique".

Sierra Leone/Au terme du second tour samedi dernier Le chef de l'opposition élu président

AFP

Freetown/Sierra Leone

LE candidat du principal parti de l'opposition en Sierra Leone, Julius Maada Bio, a été déclaré

En bref

• Mali : 30 jihadistes tués dimanche par les forces françaises et maliennes

TRENTE jihadistes ont été tués dimanche au Mali par des forces françaises et maliennes lors d'une confrontation avec une soixantaine de combattants dans la zone d'Akabar, près de la frontière avec le Niger, a indiqué hier le porte-parole de l'état-major français. Des "pertes" sont à déplorer "côté malien", a précisé le colonel Patrik Steiger, sans plus de détails. Aucun soldat français de l'opération Barkhane n'a été tué ou blessé.



Photo : AFP

Grâce aux suffrages de ses compatriotes, Julius Mada Bio a retrouvé mercredi soir un pouvoir qu'il avait brièvement exercé voilà 22 ans.

mercredi officiellement vainqueur de l'élection présidentielle et retrouve le pouvoir, 22 ans après l'avoir brièvement exercé après un coup d'Etat.

M. Bio, un ancien militaire de 53 ans, l'a emporté lors du second tour du 31 mars avec 51,81% des voix, contre 48,19% pour le candidat du parti au pouvoir, Samura Kamara, a annoncé en milieu de

soirée le président de la Commission électorale nationale (NEC), Mohamed Conteh.

Dans un message télévisé, M. Kamara a indiqué dans la soirée qu'il allait contester les résultats annoncés par la NEC, qui selon lui "ne reflètent pas les nombreuses inquiétudes de son parti concernant des bourrages d'urnes massifs, des votes

surnuméraires et d'autres irrégularités".

"Nous contestons les résultats et nous prendrons les actions judiciaires pour les corriger", a déclaré l'ancien ministre, en demandant à ses partisans de rester entre-temps "calmes et pacifiques".

Deux heures après l'annonce de sa victoire, M. Bio, habillé d'une longue tunique blanche, a prêté serment dans une salle de conférence, bondée et surexcitée, d'un grand hôtel proche de l'océan où l'attendaient des centaines de proches, représentants des corps de l'Etat et diplomates étrangers.

Il a reçu du plus haut magistrat du pays un long bâton de commandement, symbole de la passation de pouvoir avec son prédécesseur, Ernest Bai Koroma, qui l'avait battu en 2012 mais ne pouvait plus se représenter après deux mandats de cinq ans.

Sortir

Restaurants



Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi
Buffet Mix grill et Orchestre
• 19 500 adultes
• 10 000 enfants

Dimanche à partir de 13h
Formule petit déjeuner 10 000

Buffet Familial :
• 24 000 adultes
• 14 000 enfants

Sur place ou emporté : Livraison +2500
Resto ouvert midi et soir et fermé le dimanche soir et le lundi

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO CROISSETTE

LE LOUNGE & LES JEUX

HAPPY HOURS
TOUS LES JOURS
de 18h à 21h



et le Dimanche
toute la nuit
pour la soirée Salsa

publi.com Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20